

# Le système hospitalier suisse : priorité à l'argent ou aux patient.e.s ?

Jeudi, 12. novembre 2020

De: Communiqué SSP Santé - régions romandes



photo Valdemar Verissimo

**Depuis 2012, les hôpitaux publics et d'intérêt public doivent se comporter comme des entreprises, publier un rapport financier annuel et dégager un bénéfice pour survivre sur « le marché de la prestation hospitalière ».**

Mis en concurrence, les hôpitaux doivent chasser les coûts et assurer leurs rentrées financières. Ces dernières proviennent essentiellement des opérations électorives (et des traitements ambulatoires), planifiables et planifiées, qui permettent de rentabiliser les forces de travail, les plateaux techniques et les équipements. La prise en charge des patient.e.s qui « ne rapportent pas » fait l'objet d'une chasse aux coûts permanente dans les hôpitaux, en particulier en taillant dans les effectifs.

Au printemps, la décision du Conseil fédéral d'interdire toute opération électorive aux hôpitaux et cliniques avait permis de concentrer les forces vers l'accueil des patient.e.s Covid. Cette décision n'a pas été renouvelée cet automne, alors que la situation sanitaire est bien pire qu'en mars et avril. C'est le personnel de la santé qui en fait les frais.

Dans ce contexte, l'intérêt des directions d'hôpitaux est de préserver leurs recettes en poursuivant coûte que coûte l'électorif aussi longtemps que cette activité est autorisée. C'est la raison pour laquelle les hôpitaux qui ont encore des disponibilités rechignent à prendre les patients Covid. Ce qui est totalement inacceptable au regard des efforts considérables qui sont faits dans les hôpitaux surchargés de ces mêmes patient.e.s. Alors que les HUG ou le CHUV appellent l'armée, la protection civile et même des volontaires (!), d'autres hôpitaux mobilisent compétences et infrastructures pour des opérations non-urgentes.

Ce fonctionnement est destructeur. En septembre, l'hôpital Riviera-Chablais avait dans ses tiroirs un plan de suppression de postes et d'autres mesures d'économies (fermetures de lits, notamment) en raison de sa situation financière, alors même que la deuxième vague s'annonçait déjà ! L'hôpital de Morges a imposé un plan d'économies de 7,5 millions de francs juste après la première vague, prévoyant entre autres le non-remplacement des départs et la non-stabilisation des contrats à durée déterminée. Jusqu'à ces derniers jours, ce dernier établissement continuait à pratiquer, plus ou moins discrètement, des opérations électorives. C'est le monde à l'envers.

Ces hôpitaux agissent ainsi pour préserver leurs résultats financiers. C'est là que le système marche à l'envers: que nous soyons ou non en période de crise sanitaire, un hôpital doit prendre en charge les patient.e.s qui ont besoin de soins et non pas s'organiser comme une entreprise privée. Il est temps de sortir de cette logique.

Le SSP constate depuis des années la mise en danger de la prise en charge dans les hôpitaux en raison des logiques économiques qui dominent tout. Le personnel, épuisé, surchargé, dénonce la dégradation de ses conditions de travail dans l'indifférence politique.

**Nous demandons donc:**

- La garantie de déficit par les cantons et la Confédération des hôpitaux reconnus d'intérêt public pour les années 2020 et 2021 (3e vague). Cette mesure doit permettre aux hôpitaux de ne se préoccuper que de la prise en charge de patients et non pas de leur résultat financier
- Des plans d'investissements publics dans ces mêmes hôpitaux (financement de la Confédération et des cantons), dans les EMS et les CMS qui doivent permettre d'augmenter les effectifs, la sous-dotation étant la maladie principale de l'ensemble du système de santé suisse au détriment du personnel
- L'obligation pour les assurances d'utiliser leurs réserves pour financer une partie des coûts de cette crise sanitaire
- À terme, nous appelons les forces qui veulent sortir du système de financement par cas à se regrouper et à discuter ensemble des pistes pour changer ce système